

# L'intensification agricole, une opportunité et un défi pour la RDC

**Mots clés:** sécurité alimentaire, importations, balance des paiements, économie, gestion durable de la fertilité des sols

À côté d'une aide alimentaire d'environ 100.000 t/an, la RDC importe plus d'un million de t/an de produits alimentaires, tandis que les prix en devises de ces produits sont trois fois plus élevés en 2010 par rapport à 2002.



Auteur(s): Henk Breman • Samson Chirhuza (IFDC)

Date de publication: 2011

Catégorie(s): Politique agricole, planification, décentralisation • Gestion intégrée fertilité des sols

Province(s): Kinshasa • Bandundu • Équateur • Province orientale • Nord Kivu • Sud Kivu • Maniema • Katanga • Kasai Oriental • Kasai Occidental • Bas Congo

Partenaire(s): IFDC - CATALIST

Nombre de pages: 2

Identification: F-EJ-E2-N3-1



**Intensifier l'agriculture en RDC est une nécessité:** le pays importe plus d'un million de tonnes de produits alimentaires par an, dont les prix ont triplé entre 2002 et 2010. Malgré ces importantes importations, la sécurité alimentaire n'existe pas et trois quart de la population rurale vit très pauvrement de l'agriculture. Voici les avantages de l'intensification agricole.

## La RDC a aux moins 4 raisons pour intensifier son agriculture :

- La détérioration de sa balance des paiements à cause de l'augmentation rapide des prix alimentaires mondiaux, la RDC étant un grand importateur de produits agricoles.  
(Voir article F-EPCJ-E2-P2.4-S1-1 « Statistiques des importations agro alimentaires en RDC »)
- L'amélioration des revenus et de la sécurité alimentaire des millions de petits producteurs, une condition pour une paix durable.
- L'arrêt de la spirale d'épuisement des éléments nutritifs du sol et la diminution du recouvrement végétal protecteur du sol, permettant une lutte contre l'érosion, une gestion durable de l'environnement et la protection de sa nature unique.
- Le développement agricole et économique durable et ainsi réduire la pression sur les écosystèmes, la biodiversité et le patrimoine éco touristique.

À côté d'une aide alimentaire d'environ 100.000 t/an, la RDC importe plus d'un million de t/an de produits alimentaires, tandis que les prix en devises de ces produits sont trois fois plus élevés en 2010 par rapport au prix de 2002. Dans la courte période de mai 2009 à mai 2010, l'augmentation des prix mondiaux de blé, d'huile de palme et de sucre, a atteint 62%. D'août 2010 à janvier 2011, l'indice des prix alimentaires a augmenté de 151 à 183! L'inflation est donc largement causée par l'augmentation des prix alimentaires.

Le coût des importations alimentaires pour la RDC ne cesse d'augmenter, passant de 300 million de \$US en 2005 à 760 millions en 2008, alors que dans le même temps, les exportations agricoles sont insignifiantes, en raison de la stagnation de la production nationale. Les causes sont connues: dégradation de l'infrastructure de transport, guerres et rébellions, frais de transactions élevés, politique agricole peu incitative. Ainsi, la RDC, qui fut un temps un grand exportateur agricole, principalement avec le café, affiche sa dépendance vis-à-vis des importations alimentaires.

Cependant, malgré la hauteur de ces importations, la grande majorité de la population

congolaise ne connaît pas de la sécurité alimentaire. Trois quart de la population rurale n'a d'autre choix que de chercher à vivre de l'agriculture, très pauvrement. En dépit de son grand potentiel, la RDC est parmi les pays les plus pauvres de la planète, avec un produit domestique brut de seulement 182 \$ par habitant (2008). On estime que les revenus moyens de ménages agricoles sont moins de 1 \$US/jour. Et cette situation se dégrade encore, en raison de la croissance démographique et la course précipitée des riches vers l'achat de terre, sans toutefois la mettre en valeur, et qui exclu les villageois de leur terroir. Une telle situation mine tous les efforts pour une stabilité sociale accrue, pour une paix durable.

Dans l'Est, région ayant un potentiel agricole élevé, on constate un effritement de la stabilité environnementale. Par hectare cultivé, la perte d'éléments nutritifs de sol, plus de 80 kg/ha/an, est l'une des plus élevées du monde! Dans une telle situation, la gestion et la protection de l'environnement deviennent impossibles. Certains voudraient sacrifier le Parc National des Virunga's, le parc le plus ancien d'Afrique avec sa nature unique et ses nombreuses espèces endémiques et

son potentiel éco touristique énorme, pour tenter d'améliorer la situation alimentaire de quelques familles. On est prêt à sacrifier ce qui devrait être traité comme un héritage mondial, alors que la terre est ailleurs abondante et n'est pas mise en valeur.

Des expériences dans le Sud-est et dans l'Est de la RDC démontrent le potentiel énorme de l'intensification agricole: les rendements sont multipliés par 5 et les jachères ne sont plus nécessaires. En effet, il faut 4 hectares de jachères pour 1 hectare de cultures extensives pour une production durable. Un hectare de jachère par hectare de mise en culture correspond mieux à la situation de pression démographique que l'on observe aujourd'hui. Ainsi, seulement sur base de la surface défrichée actuellement, la production nationale pourrait augmenter  $2 \times 5 = 10$  fois; soit 1.000% de la production actuelle.

En intensifiant l'agriculture, les frais de production par kg produit diminuent. L'intensification permet donc aux producteurs d'entrer dans les marchés de la sous-région et, pourquoi pas, dans le marché mondial. L'intensification permet de transformer une agriculture d'autosuffisance alimentaire en une agriculture compétitive de marché. Ce n'est qu'ainsi que la RDC et ses producteurs pourraient profiter de la crise des prix alimentaires mondiaux au lieu d'en être des victimes.

CATALIST vient d'estimer pour le Burundi, que la conversion d'une aide alimentaire d'une valeur de 4 millions \$US en aide d'engrais, permet de produire un surplus de production d'une valeur de 38 millions \$US. Cela entraîne du même coup, une augmentation de revenus et/ou d'emplois. Il faut penser à 60.000 familles qui gagnent bien plus et/ou la création de dix mille d'emplois. Pensons pour la RDC l'opportunité et l'intérêt que représenterait la conversion d'importations d'une valeur d'un milliard de \$US, contre des engrais pour stimuler la production nationale: ce serait une contribution énorme à la croissance économique du pays.

Il faut penser à ces millions de petits producteurs qui pourraient gagner bien plus. À l'Est du pays où opère le projet CATALIST, on constate que ceux qui adoptent les techniques d'intensification, voient leurs revenus tripler.

Face à la flambée mondiale des prix agricoles, la RDC a devant elle une opportunité

majeure: renforcer les filières de production pour l'exportation, tel le café, le cacao, pour bénéficier d'importants revenus.

Il faut créer les conditions pour que l'intensification se généralise. Tout d'abord, il faut mettre en place une politique qui incite les producteurs à investir sur leur terre et qui encourage les entrepreneurs à investir dans le développement des marchés d'intrants et des produits agricoles, ainsi que dans les entreprises de transformation agricole. Un élément de cette politique viserait une sécurité foncière croissante. Le Gouvernement est entrain de faire un pas dans cette direction avec sa loi fondamentale agricole (ex. code agricole). Il faut éliminer les goulots d'étranglement, et il faut une collaboration efficace entre les producteurs, et entre les producteurs, le secteur privé et les services publics.

Le projet IFDC-CATALIST organise à Kinshasa en juin 2011 avec une série de partenaires, un colloque national sur l'intensification agricole. Plusieurs événements sont prévus: une réunion des acteurs de l'intensification, une réunion des décideurs politiques congolais, une exhibition et une campagne d'information sur l'intensification. Contacter le bureau du projet en RDC: IFDC-CATALIST DR-Congo, Av. du Musée, Quartier Himbi, Goma (Nord Kivu). Tél. 0998625515 / 0853718472; ifdcrc@ifdc.org